



Parc national
des Pyrénées

**AUTORISATION DE PRELEVEMENT SCIENTIFIQUE
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES**
- autorisation numéro 2015 - 260 -

Pétitionnaire : Fédération des Hautes-Pyrénées pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Adresse : 20, Boulevard du 8 mai 1945 – 65000 TARBES

Nature de la demande : prélèvement scientifique

Localisation : Ruisseaux Cot, Maillet, Touyères (*cirque de Troumouse – secteur de Luz Saint Sauveur - Gavarnie*),

Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Sylvain ROLLET – Chargé de mission forêts, eaux et pêche du Parc National des Pyrénées

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 4-1 et suivants,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (NOR : *DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (NOR : *DEVL1234918D*),

Vu la demande d'autorisation de la fédération des Hautes-Pyrénées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques en date du 13 août 2015,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

ARRETE :

../.

Article 1 : Objet de l'autorisation

La Fédération des Hautes-Pyrénées pour la pêche et la protection du milieu aquatique est autorisée à mettre en œuvre une campagne d'inventaire piscicole par pêche électrique dans le but de caractériser l'état des populations piscicoles sur les cours d'eau du Cot, ruisseau du Maillet et ruisseau des Touyères dans le cirque de Troumouse, secteur de Luz Saint Sauveur - Gavarnie.

Article 2 : Prescriptions particulières

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. le pétitionnaire s'engage à faire parvenir à Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, une copie des autorisations nécessaires afin de pratiquer une telle activité (*selon les cas, ministère en charge de l'écologie, direction départementale des territoires, office national des forêts, communes, propriétaires ou ayant droits*),
2. le pétitionnaire s'engage à perturber le moins possible les milieux étudiés et à limiter ses prélèvements. Les poissons capturés seront remis à l'eau immédiatement sur le lieu de capture après biométrie (taille, poids, prélèvement d'écaillés) et prélèvement pour le typage génétique. Le cas échéant, les espèces non-représentées dans la nomenclature des espèces d'eau douces françaises ou susceptibles de créer des déséquilibres biologiques seront détruites,
3. le pétitionnaire s'engage à éviter de susciter, chez les autres usagers, envers ces activités dérogatoires aux textes légaux : curiosité, jalousie, prosélytisme, réprobation,
4. le pétitionnaire s'engage à entrer, au préalable à toute intervention, en contact avec les gardes-moniteurs et le chef de secteur de la vallée de Luz, afin de l'informer des dates exactes de réalisation de l'opération. Les échanges d'informations, montagnardes et scientifiques, se feront à bénéfice réciproque. Il est convenu qu'assimiler les règles et conseils de bonne conduite dans le Parc National, le choix des lieux et moments permet le respect du point mentionné en supra et les possibilités d'aide aux recherches (*moyens humains, matériels, lieu de rangement, accès*),
5. le pétitionnaire s'engage à remettre, avant la fin de l'année civile, à Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées afin qu'il établisse un compte-rendu d'activité annuel, un compte-rendu chronologique des recherches autorisées (*avec dates, lieux, prélèvements ou observations*). Les déterminations seront données au niveau taxonomique le plus élevé en fonction des difficultés et des délais. Le pétitionnaire s'engage à fournir ultérieurement un compte-rendu plus détaillé avec les déterminations, commentaires d'ordre patrimonial, l'absence (*ou non*) de risques ou menaces. Ce compte-rendu, pouvant sur sa demande, rester confidentiel, démontrera l'intérêt de la présente dérogation et est obligatoire pour tout éventuel renouvellement,

../..

6. participer, à la demande de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, à l'élaboration de documents de présentation (*concernant l'objet de ses recherches*) aux usagers du parc national,
7. mentionner dans toute œuvre publique, l'autorisation accordée (*a fortiori l'aide s'il y a eu concours du personnel de terrain ou de documentation*) et en faire parvenir un exemplaire (*original ou copie*) à Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées.

Article 3 : Durée de l'autorisation

La réglementation du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de l'opération. La présente autorisation est valable de sa date de signature au 30 novembre 2015.

Le bénéficiaire est tenu d'informer le Parc national des Pyrénées (*secteur de Luz Saint Sauveur - Gavarnie - Monsieur Jérôme LAFFITE - 06 88 22 01 72*) des dates de commencement (*ad minima une semaine avant*) et de fin de l'opération, et de toute difficulté potentielle rencontrée dans son déroulement.

Article 4 : Durée de l'autorisation

Les agents assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions de la présente autorisation.

Une copie de la présente autorisation sera affichée sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition des agents assermentés et commissionnés.

Le non respect des dispositions de la présente autorisation pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à des poursuites.

Article 4 : Contrôles

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans l'espace cœur du Parc national des Pyrénées. Elle ne se substitue pas aux obligations et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Les héliportages et l'utilisation de véhicule motorisé sont notamment soumis à autorisation dérogatoire du directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées. Le présent avis ne vaut pas autorisation à ce titre.

../..

Article 5 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le lundi 17 août 2015.

Gilles PERRON
Directeur du Parc National des Pyrénées



La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.